

Table des matières

DROIT CIVIL

Code civil

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – CODE CIVIL	1
30 juin 1994. – LOI modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la co-propriété (<i>Mon. 26 juillet 1994</i>)	69
2 juin 2010. – LOI modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion (<i>Mon. 28 juin 2010</i>)	69
1 ^{er} juillet 2016. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL établissant les tables de conversion de l'usufruit visées à l'article 745sexies, § 3, du Code civil (<i>Mon. 7 juillet 2016</i>)	76
1 ^{er} mai 1913. – LOI sur le crédit des petits commerçants et artisans et sur les intérêts moratoires (<i>Mon. 2-3 mai 1913</i>)	93
14 juillet 1976. – LOI relative aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux (<i>Mon. 18 septembre 1976</i>)	110
20 février 1991. – LOI modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer. (<i>Mon. 22 février 1991</i>)	125
17 juin 2016. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la location de courte durée en faveur du commerce et de l'artisanat (<i>Mon. 26 juillet 2016</i>)	128
7 novembre 1988. – LOI modifiant la législation sur le bail à ferme et la limitation des fermages (<i>Mon. 6 décembre 1988</i>)	138
16 décembre 1851. – LOI hypothécaire (<i>Mon. 22 décembre 1851</i>)	154
18 novembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL complétant les règles d'identification des biens dans un acte ou document sujet à la publicité hypothécaire, et organisant le dépôt préalable d'un plan à l'Administration générale de la documentation patrimoniale et la délivrance par celle-ci d'un nouvel identifiant (<i>Mon. 2 décembre 2013</i>)	168
18 novembre 2013. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'article 5 de l'arrêté royal du 18 novembre 2013 complétant les règles d'identification des immeubles dans un acte ou document sujet à la publicité hypothécaire, et organisant le dépôt préalable d'un plan à l'Administration générale de la documentation patrimoniale et la délivrance par celle-ci d'un nouvel identifiant (<i>Mon. 2 décembre 2013</i>)	168
10 juin 1998. – LOI modifiant certaines dispositions en matière de prescription (<i>Mon. 17 juillet 1998</i>)	173

Testaments et registres

5 octobre 1961. – CONVENTION sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires (<i>Mon. 29 décembre 1961</i>)	176
16 mai 1972. – CONVENTION relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments (<i>Mon. 6 mai 1972</i>)	176
26 octobre 1973. – CONVENTION portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, et annexe (<i>Mon. 11 octobre 1983</i>)	177
13 janvier 1977. – LOI portant approbation de la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972 et portant introduction d'un registre central des contrats de mariage (<i>Mon. 6 mai 1977</i>)	178

31 août 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de création, de tenue et de consultation du registre central des contrats de mandat en vue d'organiser une protection extrajudiciaire et du registre central des déclarations relatives à la désignation d'un administrateur ou d'une personne de confiance (*Mon. 2 septembre 2014*)

25 septembre 2016. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la gestion du registre central des testaments et du registre central des contrats de mariage (*Mon. 10 octobre 2016*)

Droit de superficie

10 janvier 1824. – LOI concernant le droit de superficie (*Journ. off. XIX, n° 13*)

Droit d'emphytéose

10 janvier 1824. – LOI concernant le droit d'emphytéose (*Journ. off. XIV, n° 14*)

Loi Breynne

9 juillet 1971. – LOI (dite Loi Breynne) réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (*Mon. 11 septembre 1971*)

21 octobre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations à construire ou en voie de construction (*Mon. 4 novembre 1971*)

Mise en gage du fonds de commerce

25 octobre 1919. – LOI sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture ainsi que l'agrégation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation (*Mon. 21 novembre 1919*)

Limitation des fermages

4 novembre 1969. – LOI limitant les fermages (*Mon. 25 novembre 1969*)

20 octobre 2016. – DÉCRET du Parlement wallon limitant les fermages (*Mon. 31 octobre 2016*)

15 décembre 2016. – PUBLICATION faite en exécution de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages applicable à partir du 1^{er} janvier 2017 (*Mon. 27 décembre 2016*)

13 décembre 2013. – AVIS – Agriculture et pêche. – Publication faite en exécution de l'article 2, § 4, de la loi du 4 novembre 1969 limitant les fermages et de l'article 13 de l'arrêté royal du 11 septembre 1989 relatif aux commissions des fermages (*Mon. 13 décembre 2013*)

13 décembre 2016. – AVIS – Coefficients des fermages (*Mon. 13 décembre 2016*)

20 décembre 2016. – AVIS – Coefficients des fermages (*Mon. 20 décembre 2016*)

Régime successoral des petits héritages		5 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1412bis du Code judiciaire (<i>Mon. 19 mai 1995</i>).....	310
16 mai 1900. – LOI sur le régime successoral des petits héritages (<i>Mon. 21-22 mai 1900</i>)	194	Insaisissabilité du domicile de l'indépendant	
Salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture		25 avril 2007. – LOI portant des dispositions diverses (IV) (<i>Mon. 8 mai 2007</i>).....	335
28 décembre 1967. – LOI relative à l'octroi d'un salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture (<i>Mon. 20 janvier 1968</i>).....	196	DROIT PÉNAL	
Régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité		8 juin 1867. – CODE PÉNAL (<i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i>).....	337
29 août 1988. – LOI relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité (<i>Mon. 24 septembre 1988; Err. Mon. 15 novembre 1988</i>).....	197	DROIT COMMERCIAL / SOCIÉTÉS / A.S.B.L.	
Remembrement légal de biens ruraux		Code des sociétés	
22 juillet 1970. – LOI relative au remembrement légal de biens ruraux (<i>Mon. 4 septembre 1970; Err. Mon. 24 septembre 1970, 11 décembre 1970 et 13 mai 1971</i>).....	199	7 mai 1999. – CODE DES SOCIÉTÉS (<i>Mon. 6 août 1999</i>).....	339
Prêts agricoles		Code de commerce	
15 avril 1884. – LOI sur les prêts agricoles (<i>Mon. 11 mai 1884</i>).....	201	10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE	462
Protection de la jeunesse		Faillites	
8 avril 1965. – LOI relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (<i>Mon. 15 avril 1965; Err. Mon. 19 mai 1965</i>).....	202	8 août 1997. – LOI sur les faillites (<i>Mon. 28 octobre 1997</i>).....	463
Code de droit économique - Protection du consommateur		12 mars 2000. – LOI interprétant l'article 101, alinéa 3, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites (<i>Mon. 7 avril 2000</i>)	467
28 février 2013. – CODE de droit économique	203	31 janvier 2009. – LOI relative à la continuité des entreprises (<i>Mon. 9 février 2009</i>).....	467
DROIT JUDICIAIRE		A.S.B.L., A.I.S.B.L., Fondations	
Code judiciaire		27 juin 1921. – LOI sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes (<i>Mon. 1^{er} juillet 1921</i>).....	469
10 octobre 1967. – CODE JUDICIAIRE	242	14 avril 2005. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL exécutant les articles 16, 33 et 54 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (<i>Mon. 25 avril 2005</i>)	482
30 juin 1994. – LOI modifiant l'article 931 du Code judiciaire et les dispositions relatives aux procédures de divorce (<i>Mon. 21 juillet 1994</i>).....	285	DROIT FISCAL	
23 mars 1999. – LOI relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale (<i>Mon. 27 mars 1999</i>).....	296	Compétences fiscales	
27 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er} bis, alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 31 décembre 2004</i>).....	306	16 janvier 1989. – LOI SPÉCIALE relative au financement des Communautés et des Régions (<i>Mon. 17 janvier 1989</i>).....	483
16 décembre 2016. – AVIS relatif à l'indexation des montants fixés à l'article 1 ^{er} , alinéa 4, de l'arrêté royal du 27 décembre 2004 portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er} bis, alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 16 décembre 2016</i>).....	307	Impôts sur les revenus	
11 décembre 2016. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire (<i>Mon. 16 décembre 2016</i>)....	307	Code des impôts sur les revenus	
		10 avril 1992. – CODE DES IMPÔTS sur les revenus 1992. – Arrêté royal portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 30 juillet 1992</i>).....	485

A.R. d'exécution du C.I.R.92		Droits de succession	
27 août 1993. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 13 septembre 1993</i>).....	572	Région wallonne	
Procédure fiscale bruxelloise		31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession (<i>Mon. 7 avril 1936</i>) confirmé par la loi du 4 mai 1936 (<i>Mon. 7 mai 1936</i>).....	
21 décembre 2012. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale) établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 8 février 2013</i>).....	576	723	
Taxe sur la valeur ajoutée		Région de Bruxelles-capitale	
Code de la taxe sur la valeur ajoutée		31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession (<i>Mon. 7 avril 1936</i>).....	
3 juillet 1969. – LOI créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 17 juillet 1969</i>)	580	756	
A.R. n° 1		Disposition commune	
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 1 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	623	31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général des droits de succession (<i>Mon. 7 avril 1936</i>).....	
A.R. n° 14		788	
3 juin 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 14 relatif aux cessions de bâtiments, fractions de bâtiment et du sol y attenant et aux constitutions, cessions et rétrocessions d'un droit réel au sens de l'article 9, alinéa 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, portant sur de tels biens (<i>Mon. 5 juin 1970</i>)	632	Taxes assimilées aux impôts sur les revenus	
A.R. n° 20		23 novembre 1965. – ARRÊTÉ ROYAL portant codification des dispositions légales relatives aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 18 janvier 1966</i>).....	
20 juillet 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 20 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (<i>Mon. 31 juillet 1970</i>)	633	791	
A.M. n° 13		Taxes et droits divers	
4 mars 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 13 relatif aux obligations auxquelles est tenu un assujetti ou un membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, propriétaire de tout ou partie d'un bien susceptible d'une hypothèque ou titulaire d'un droit réel sur tout ou partie d'un tel bien (<i>Mon. 20 avril 1993</i>).....	637	2 mars 1927. – CODE des droits et taxes divers	
Droits d'enregistrement		793	
Région wallonne		3 mars 1927. – ARRÊTÉ d'exécution du Code des droits et taxes divers	
30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (<i>Mon. 1^{er} décembre 1939</i>) confirmé par la loi du 16 juin 1947, art. 2 (<i>Mon. 14 août 1947</i>)	638	797	
11 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (<i>Mon. 18 janvier 1940</i>)	680	Convention internationale	
Région de Bruxelles-capitale		22 janvier 1959. – Convention entre la Belgique et la France, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement (<i>Mon. 10 juin 1960</i>)	
30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (<i>Mon. 1^{er} décembre 1939</i>) confirmé par la loi du 16 juin 1947, art. 2 (<i>Mon. 14 août 1947</i>)	683	801	
11 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (<i>Mon. 18 janvier 1940</i>)	720	Actes ou certificats d'hérédité	
Droits d'enregistrement		29 mars 2012. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 6 avril 2012</i>).....	
Région wallonne		803	
14 mai 1984. – CODE wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (<i>Mon. 25 mai 1984</i>).....	805	22 juin 2012. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 28 juin 2012</i>).....	
29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 4 décembre 1998</i>)	854	804	
11 mars 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au permis d'environnement (<i>Mon. 8 juin 1999; Err. Mon. 22 décembre 1999</i>)	859	DROIT ADMINISTRATIF ET DE L'URBANISME	
15 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code forestier (<i>Mon. 12 septembre 2008</i>)	859	Région wallonne	
5 décembre 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la gestion des sols (<i>Mon. 18 février 2009; Add. Mon. 6 mars 2009</i>).....	860	14 mai 1984. – CODE wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (<i>Mon. 25 mai 1984</i>).....	
12 février 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon modifiant le livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau en ce qui concerne les servitudes légales d'utilité publique dans le secteur de l'eau (<i>Mon. 10 mars 2009</i>)	872	29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 4 décembre 1998</i>)	
Région de Bruxelles-capitale		854	
30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (<i>Mon. 1^{er} décembre 1939</i>) confirmé par la loi du 16 juin 1947, art. 2 (<i>Mon. 14 août 1947</i>)	683	11 mars 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au permis d'environnement (<i>Mon. 8 juin 1999; Err. Mon. 22 décembre 1999</i>)	
11 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (<i>Mon. 18 janvier 1940</i>)	720	15 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code forestier (<i>Mon. 12 septembre 2008</i>)	
Droits d'enregistrement		859	
Région wallonne		5 décembre 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la gestion des sols (<i>Mon. 18 février 2009; Add. Mon. 6 mars 2009</i>).....	
14 mai 1984. – CODE wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (<i>Mon. 25 mai 1984</i>).....	805	12 février 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon modifiant le livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau en ce qui concerne les servitudes légales d'utilité publique dans le secteur de l'eau (<i>Mon. 10 mars 2009</i>)	
29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 4 décembre 1998</i>)	854	872	
11 mars 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au permis d'environnement (<i>Mon. 8 juin 1999; Err. Mon. 22 décembre 1999</i>)	859	DROIT ADMINISTRATIF ET DE L'URBANISME	
15 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code forestier (<i>Mon. 12 septembre 2008</i>)	859	Région wallonne	
5 décembre 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la gestion des sols (<i>Mon. 18 février 2009; Add. Mon. 6 mars 2009</i>).....	860	14 mai 1984. – CODE wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (<i>Mon. 25 mai 1984</i>).....	
12 février 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon modifiant le livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau en ce qui concerne les servitudes légales d'utilité publique dans le secteur de l'eau (<i>Mon. 10 mars 2009</i>)	872	29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 4 décembre 1998</i>)	
Région de Bruxelles-capitale		854	
30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (<i>Mon. 1^{er} décembre 1939</i>) confirmé par la loi du 16 juin 1947, art. 2 (<i>Mon. 14 août 1947</i>)	683	11 mars 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au permis d'environnement (<i>Mon. 8 juin 1999; Err. Mon. 22 décembre 1999</i>)	
11 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (<i>Mon. 18 janvier 1940</i>)	720	15 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code forestier (<i>Mon. 12 septembre 2008</i>)	
Droits d'enregistrement		859	
Région wallonne		5 décembre 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la gestion des sols (<i>Mon. 18 février 2009; Add. Mon. 6 mars 2009</i>).....	
14 mai 1984. – CODE wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (<i>Mon. 25 mai 1984</i>).....	805	12 février 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon modifiant le livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau en ce qui concerne les servitudes légales d'utilité publique dans le secteur de l'eau (<i>Mon. 10 mars 2009</i>)	
29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 4 décembre 1998</i>)	854	872	
11 mars 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au permis d'environnement (<i>Mon. 8 juin 1999; Err. Mon. 22 décembre 1999</i>)	859	DROIT ADMINISTRATIF ET DE L'URBANISME	
15 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code forestier (<i>Mon. 12 septembre 2008</i>)	859	Région wallonne	
5 décembre 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la gestion des sols (<i>Mon. 18 février 2009; Add. Mon. 6 mars 2009</i>).....	860	14 mai 1984. – CODE wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (<i>Mon. 25 mai 1984</i>).....	
12 février 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon modifiant le livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau en ce qui concerne les servitudes légales d'utilité publique dans le secteur de l'eau (<i>Mon. 10 mars 2009</i>)	872	29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 4 décembre 1998</i>)	
Région de Bruxelles-capitale		854	

30 avril 2009. – DÉCRET du Parlement wallon portant des dispositions relatives à la détermination d'un organe responsable de l'évaluation et de la conduite de la procédure en matière d'expropriations et d'acquisitions d'immeubles par la Région wallonne et ses institutions (<i>Mon. 29 mai 2009</i>)	873	16 juillet 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux actes à caractère familial exclus de la définition d'aliénation d'un droit réel au sens de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués (<i>Mon. 31 juillet 2015</i>)	1030
30 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant le mode de calcul du montant à rembourser par le bénéficiaire en cas de non respect des conditions d'octroi d'une aide aux personnes physiques (<i>Mon. 18 juin 2009</i>)	874	17 décembre 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant la liste des activités à risque (<i>Mon. 8 janvier 2010; Err. Mon. 17 février 2010</i>)	1030
28 novembre 2013. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la performance énergétique des bâtiments, dit Décret P.E.B. (<i>Mon. 27 décembre 2013</i>)	874	24 septembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'attestation du sol (<i>Mon. 11 octobre 2010</i>)	1034
27 mars 2014. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code wallon de l'agriculture (<i>Mon. 5 juin 2014</i>)	882	17 février 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au certificat P.E.B. établi par un certificateur pour les habitations individuelles (<i>Mon. 1^{er} mars 2011</i>)	1035
15 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments (<i>Mon. 30 juillet 2014</i>)	884	17 février 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au certificat P.E.B. établi par un certificateur pour les unités tertiaires (<i>Mon. 1^{er} mars 2011</i>)	1036
14 juillet 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale (<i>Mon. 8 septembre 2016</i>)	884	2 mai 2013. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale portant le Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie (<i>Mon. 21 mai 2013</i>)	1037
20 juillet 2016. – DÉCRET du Parlement wallon abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 ^{quater} à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 ^{quater} à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine et formant le Code du développement territorial (<i>Mon. 14 novembre 2016</i>)	889	26 septembre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux charges d'urbanisme imposées à l'occasion de la délivrance des permis d'urbanisme (<i>Mon. 2 décembre 2013</i>)	1042
Région de Bruxelles-capitale		DROIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	
9 avril 2004. – CODE bruxellois de l'aménagement du territoire coordonné par l'A.G./B. du 9 avril 2004 (<i>Mon. 26 mai 2004</i>)	953	27 juillet 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants (<i>Mon. 29 juillet 1967; Err. Mon. 2 décembre 1967</i>)	1045
5 juin 1997. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative aux permis d'environnement (<i>Mon. 26 juin 1997</i>) ..	996	27 juin 1969. – LOI révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (<i>Mon. 25 juillet 1969</i>)	1050
17 juillet 2003. – ORDONNANCE (du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale) portant le Code bruxellois du Logement (<i>Mon. 9 septembre 2003</i>)	997	DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	
7 juin 2007. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments (<i>Mon. 11 juillet 2007</i>)	1002	Code de droit international privé	
13 novembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte (<i>Mon. 2 décembre 2008</i>)	1003	16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé (<i>Mon. 27 juillet 2004</i>)	1061
5 mars 2009. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués (<i>Mon. 10 mars 2009</i>)	1016	Règlements européens	
		12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012</i>)	1077
		27 novembre 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 2201/2003 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (Bruxelles IIbis) (<i>J.O. L 338, 23 décembre 2003; Rect. J.O. L 82, 22 mars 2013</i>)	1089
		20 décembre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1259/2010 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (<i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i>)	1098

4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (<i>J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013</i>)	1099
29 mai 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 1346/2000 du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité (<i>J.O. L 160, 30 juin 2000</i>)	1107
21 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées (<i>J.O. L 142, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 97, 15 avril 2005</i>)	1115
25 mai 1987. – CONVENTION relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des Communautés européennes (<i>Mon. 18 avril 1997; Err. Mon. 10 juin 1997</i>)	1118

NOTARIAT

Loi organique

16 mars 1803 (25 ventôse – 5 germinal an XI). – LOI contenant organisation du notariat (<i>Bull. 258, n° 2440; Pasin.</i>)	1120
--	------

Comptabilité et honoraires

31 août 1891. – LOI portant tarification et recouvrement des honoraires des notaires (<i>Mon. 3 septembre 1891</i>)	1136
26 mai 1936. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL concernant les dépôts à effectuer par les notaires à la Caisse des dépôts et consignations (<i>Mon. 13 juin 1936</i>)	1136
16 décembre 1950. – ARRÊTÉ ROYAL portant le tarif des honoraires des notaires (<i>Mon. 25-26-27 décembre 1950</i>)	1136
17 décembre 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les documents comptables à tenir par les notaires (<i>Mon. 30 décembre 1998</i>)	1141
29 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant organisation du contrôle du fonds notarial (<i>Mon. 31 décembre 1999</i>)	1141
9 octobre 2001. – RÈGLEMENT pour l'organisation de la comptabilité notariale (<i>Mon. 1^{er} avril 2003</i>)	1142
11 avril 2000. – RÈGLEMENT d'ordre intérieur du Fonds notarial	1145
10 janvier 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la gestion des sommes, titres et valeurs au porteur reçus par un notaire et au contrôle de la comptabilité des notaires (<i>Mon. 12 janvier 2002</i>)	1148
29 janvier 2002. – RÈGLEMENT pour le contrôle de la comptabilité (<i>Mon. 1^{er} avril 2003</i>)	1150
24 avril 2014. – DIRECTIVES relatives à la gestion des comptes de tiers, la cession des études et l'assurance responsabilité professionnelle	1159

Déontologie

22 juin 2004 septembre 2005. – RÈGLEMENT contenant le Code de déontologie, approuvé par l'A.R. du 21 septembre 2005 (<i>Mon. 3 novembre 2005</i>)	1161
7 octobre 2003 – RÈGLEMENT contenant le Code de déontologie en matière de médiation notariale	1162

Accès à la profession

30 décembre 2009. – LOI mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution (<i>Mon. 18 janvier 2010</i>)	1165
30 décembre 2009. – LOI mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution (<i>Mon. 18 janvier 2010</i>)	1165
9 mars 2001. – ARRÊTÉ ROYAL concernant le fonctionnement des commissions de nomination pour le notariat et la nomination de leurs membres, la désignation des membres externes des commissions d'évaluation et l'organisation du concours pour le classement des candidats-notaires (<i>Mon. 17 mars 2001</i>)	1165
9 mars 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions de reconnaissance de la représentativité des associations de licenciés en notariat pour la présentation des candidats-notaires comme membres des comités d'avis des notaires (<i>Mon. 17 mars 2001</i>)	1166
24 avril 2001. – RÈGLEMENT pour le fonctionnement des comités d'avis	1167
7 mai 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les normes uniformes auxquelles doivent répondre les avis ayant trait à la capacité et à l'aptitude des candidats à la nomination de candidat-notaire ou de notaire titulaire (<i>Mon. 12 mai 2001</i>)	1168
10 août 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indemnité de reprise d'une étude notariale (<i>Mon. 18 août 2001</i>)	1169
24 octobre 2000. – RÈGLEMENT de stage	1170

Blanchiment de capitaux

11 janvier 1993. – LOI relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 9 février 1993; Err. Mon. 29 octobre 2010</i>)	1172
6 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 26, § 2, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 1^{er} juin 1999</i>)	1179
26 avril 2011. – RÈGLEMENT de la Chambre nationale des notaires sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	1180

Autres règlements de la Chambre nationale des notaires

24 octobre 2000. – RÈGLEMENT contenant le Cadre réglementaire relatif aux règles de la pratique notariale	1185
24 octobre 2000. – RÈGLEMENT d'ordre intérieur de la Chambre nationale des notaires	1190
1 ^{er} mai 2005. – Directives pratiques en matière d'estimation d'études notariales	1204
18 octobre 2005. – RÈGLEMENT pour la publicité et la communication (<i>Mon. 25 juillet 2006</i>)	1205
30 janvier 2006. – DIRECTIVE relative aux sites internet notariaux et aux entêtes de lettres professionnelles	1206
20 juin 2006. – RÈGLEMENT contenant les règles applicables à la négociation par les notaires de ventes amiables ou judiciaires de biens immeubles (<i>Mon. 28 novembre 2006</i>)	1207

24 avril 2007. – RÈGLEMENT de la Chambre nationale des notaires en matière de formation permanente	1208
22 janvier 2008. – RÈGLEMENT sur le contrôle de qualité	1209
22 avril 2008. – RÈGLES GÉNÉRALES relatives au fonctionnement des commissions de stage	1209
26 avril 2011. – RÈGLEMENT pour les sociétés de notaires	1210
23 janvier 2014. – RÈGLEMENT concernant l'estimation d'une étude notariale – Adopté par l'assemblée générale du 26 avril 2011 en remplacement du «Règlement concernant la reprise d'une étude notariale exercée sous forme de société» du 24 juin 2008, modifié par l'assemblée générale du 23 janvier 2014	1214
12 juin 2014. – RÈGLEMENT pour les sociétés des notaires	1218
22 octobre 2015. – DIRECTIVE relative à certaines mesures à adopter par les notaires dans le cadre des traitements de données à caractère personnel	1221

MATIERES DIVERSES

Temporel des cultes

30 décembre 1809. – DÉCRET impérial concernant les fabriques des églises (<i>Bull. off.</i> 303, n° 5777)	1223
4 mars 1870. – LOI sur le temporel des cultes (<i>Mon.</i> 9 mars 1870) ..	1227

29 juin 2006. – ORDONNANCE (du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale) portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus (<i>Mon.</i> 10 juillet 2006; <i>Err. Mon.</i> 19 juillet 2006)	1232
---	------

Assurance terrestre

25 juin 1992. – LOI sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon.</i> 20 août 1992)	1233
4 avril 2014. – LOI relative aux assurances (<i>Mon.</i> 30 avril 2014)	1233

Installations électriques

10 mars 1981. – Règlement général sur les installations électriques (<i>Mon.</i> 29 avril 1981)	1236
--	------

Protection du patrimoine mobilier culturel

11 juillet 2002. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française (<i>Mon.</i> 24 septembre 2002)	1239
---	------

Chantiers temporaires ou mobiles

25 janvier 2001. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les chantiers temporaires ou mobiles (<i>Mon.</i> 7 février 2001; <i>Err. Mon.</i> 19 décembre 2001) ..	1243
---	------